

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Les droites, quelques définitions pour comprendre et agir

Sébastien Bouchard

Numéro 23, hiver 2020

La droite : quelles droites ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92891ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bouchard, S. (2020). Les droites, quelques définitions pour comprendre et agir. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (23), 13–20.

Les droites, quelques définitions pour comprendre et agir

Sébastien Bouchard

Conseiller syndical et militant de Québec solidaire à Québec

Construire la gauche implique de comprendre ce qu'est la droite, ou plutôt les droites. Libérale ou conservatrice, populiste ou carrément fasciste, la droite politique se divise en de nombreux courants, souvent contradictoires. Nous n'aurons pas ici l'espace nécessaire pour décrire l'évolution historique de ces différents courants ni faire une présentation des forces actuellement en place. Ce texte théorique et introductif cherche plutôt à préciser quelques concepts afin de faire ressortir les nuances nécessaires à une réplique ciblée contre les attaques d'une droite multiforme.

La gauche, la droite, l'État et le marché

L'idée du clivage politique entre la droite et la gauche est née durant la Révolution française. Lors de l'Assemblée nationale de 1789, les députés favorables au maintien d'un plus grand pouvoir du roi (majoritairement issus de la noblesse et du haut clergé) étaient à la droite du président de l'assemblée, alors que ceux qui souhaitaient approfondir la révolution et en finir avec l'ancien régime étaient à sa gauche. Le déroulement de la révolution a démontré que des positions politiques considérées comme à gauche peuvent migrer à droite, et inversement. La caractérisation de gauche et de droite se déplace selon la conjoncture, c'est-à-dire selon l'évolution du rapport de force entre les classes sociales antagoniques. Ainsi, le libéralisme sera une tendance à gauche face au conservatisme, et ce, jusqu'à l'émergence des forces socialistes qui redéfinissent l'axe gauche-droite. De même, on peut parler de courants plus à droite ou plus à gauche au sein même des mouvements socialistes, libéraux, conservateurs, populistes et même fascistes.

Tout en restant sujet à débat, l'antagonisme entre la gauche et la droite repose principalement sur l'objectif d'égalité entre classes, sexes et « races ». Ainsi, les droites défendent les écarts de richesse, de pouvoir et de prestige et sont associées aux classes privilégiées. Pour assurer leur domination, ou mieux leur hégémonie, les privilégiés soutiennent des représentants qui développent une « ligne de masse », c'est-à-dire un discours qui leur permet de créer l'adhésion d'une partie de la population (un « bloc d'appui »).

L'axe gauche-droite n'est donc pas dominé par un antagonisme entre État et marché. Bien que la gauche soit plus ou moins radicalement critique du marché, la droite peut être pour ou contre le marché et pour ou contre l'État. Ainsi, l'idéologie fasciste et certains courants conservateurs comportent des éléments, à tout le moins de la rhétorique, qui peuvent être contre l'usure, le marché et le capitalisme. Il peut aussi y avoir des partisans du renforcement ou du dépérissement de l'État à gauche comme à droite. Les fascistes voudront ainsi un État tout puissant, alors que les libertariens souhaiteront le tout au marché.

Notons que les principes de liberté, de démocratie, de nation, d'État et de marché peuvent être repris ou contestés par différents courants de la gauche comme de la droite. Ils sont l'enjeu d'une bataille idéologique continue.

Le libéralisme

Le libéralisme est l'idéologie universaliste de la bourgeoisie naissante puis triomphante. C'est « l'idéal capitaliste » vers lequel tend la grande bourgeoisie lorsque son pouvoir et ses profits ne sont pas remis en question. Il comporte une dimension économique (aujourd'hui néolibérale), mais aussi politique.

Le *libéralisme économique* prône une gestion du capitalisme par la concurrence où règnent le laisser-aller et un laisser-faire. L'équilibre des marchés doit être atteint en diminuant ce qui l'entrave, comme l'État social ou industrialiste et les syndicats. La pollution et les inégalités générées par le capitalisme sont considérées comme des externalités, hors de la logique du marché, dont il faut peu tenir compte. Pour se justifier comme idéologie dominante, le libéralisme économique défend la liberté des consommateurs et des entrepreneurs (*self-made-men*). La baisse du taux de profit durant les années 1970 pousse les libéraux et les conservateurs (puis une grande partie des sociaux-démocrates) à rejeter l'interventionnisme keynésien comme mode de gestion du capitalisme pour imposer le néolibéralisme. Le *néolibéralisme* reprend les principes du libéralisme économique néoclassique, mais se distingue par son interventionnisme monétaire pour combattre l'inflation au profit de la finance et par ses subventions « hypermassives » à la finance en cas de crises, comme ce sera le cas en 2008. Sa mise en place va de pair avec la mondialisation et la financiarisation de l'économie et entraîne de fortes polarisations sociales.

Le *libéralisme politique* soutient la liberté des individus égaux juridiquement (droits civils) dans le cadre d'un État où il y a séparation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le libéralisme sera à ses débuts un courant progressiste qui générera des révolutions pour renverser (ou non) les monarchies absolutistes, les systèmes féodaux et les dictatures conservatrices de toutes sortes. Les avancées sur le plan des droits juridiques et politiques qui en sont issues seront d'abord réservées à une minorité d'hommes blancs propriétaires, puis généralisées au fil des luttes sociales et politiques. Le libéralisme politique est justifié par une conception individualiste de la liberté, de l'égalité et de la démocratie, qui prend peu en compte les inégalités économiques et les aspirations nationales.

Au Canada et au Québec, les libéraux sont soutenus par une fraction de la bourgeoisie. Ils se donnent une ligne de masse qui interpelle la classe moyenne et les personnes issues de l'immigration en développant des politiques économiques sociales-libérales (néolibérales au Québec) et en reprenant des revendications de droits civiques.

Les socialistes se distinguent des libéraux par leur analyse de classe et leur critique du capitalisme et des inégalités qu'il génère. Si des convergences avec les libéraux sont possibles sur les questions des droits civiques, il faut par contre éviter un virage social-libéral qui effectue un compromis avec les politiques néolibérales, tout en ajoutant un vernis social. À partir de la fin du XX^e siècle, plusieurs partis et syndicats de tradition sociale-démocrate vivront cette transformation et rejeteront leur vision socialiste. Ils feront alors un virage libéral, en remplaçant un discours de classe par un discours moralisateur sur les droits des minorités, ou un virage conservateur, en le remplaçant par un discours nationaliste ethnique. Cette situation ouvre la porte à la construction d'un mouvement « national-socialiste », qui reprendrait (à tout le moins dans le discours) le flambeau de la lutte de la classe ouvrière de la majorité nationale, sans avoir d'opposition de gauche socialiste. Les socialistes se distinguent aussi des libéraux par une défense de la démocratie participative dans l'État et les entreprises qui s'oppose à la démocratie représentative parlementaire et à la dictature des patrons et des actionnaires dans les entreprises.

De son côté, le *capitalisme vert* libéral privatise la lutte pour l'environnement et impose des taxes régressives qui touchent principalement les travailleuses et les travailleurs et les pauvres. À l'inverse, une vision écosocialiste fait reposer le poids de la transition énergétique sur ces riches qui détruisent la planète. Il remet en question le capitalisme et le productivisme. La gauche écologiste cherche aussi la jonction avec des mouvements comme celui des gilets jaunes en France en proposant une vision « fin du monde, fin du mois, même combat ». La gauche féministe conteste le *féminisme libéral*, qui vise à briser le plafond de verre sans prendre en compte les conditions de vie ni l'oppression vécue par la majorité des femmes qui elles n'approcheront jamais ce plafond. La gauche antiraciste met en relief les *contradictions des*

libéraux, particulièrement sur les inégalités socioéconomiques amplifiées par le néolibéralisme lesquelles touchent d'abord les personnes « racisées ». Un défi sans cesse renouvelé pour la gauche est d'assurer la jonction des luttes contre les inégalités de genre, de « race » et de classe et pour l'environnement, dans le cadre de mouvements démocratiques et représentatifs.

Selon les courants, le libéralisme pourra être plus social-libéral, néolibéral ou libertarien. Le libéralisme s'oppose au conservatisme et au fascisme. Par contre, à partir des années 1970, plusieurs conservateurs adoptent une vision néolibérale de l'économie tout en rejetant plusieurs aspects du libéralisme politique et des droits civiques qui lui sont associés.

Le conservatisme

Le conservatisme n'est pas une idéologie aussi cohérente que le libéralisme, car chaque société qu'il vise à « conserver » a sa propre histoire. Le conservatisme cherche à promouvoir ou à *préserver des valeurs ainsi que des institutions telles que la religion, la nation, l'État, l'armée et la famille*. Ce sont les classes privilégiées décadentes (aristocrates, religieux, petite bourgeoisie rurale) ou celles qui profitent de certaines politiques (bourgeoisie extractiviste ou militaro-industrielle) qui habituellement se retrouvent porteuses de cette idéologie. Le conservatisme peut être réactionnaire et viser le retour à une époque aujourd'hui révolue (monarchie, califat, corporatisme, castes, société rurale, etc.).

Dans les sociétés occidentales, le conservatisme se donne une ligne de masse par un *discours nationaliste et moraliste*. On attise la peur de ce qui menacerait la nation et la famille traditionnelle et l'on s'oppose à l'individualisme et au multiculturalisme libéral. Ce discours politique met ainsi l'accent sur des enjeux sociaux et « moraux » tels que l'avortement, l'euthanasie, la sécurité, le port des armes à feu et le rejet des minorités et des personnes immigrantes. Du côté économique, les conservateurs ont souvent défendu le nationalisme économique (protectionnisme), mais se sont retrouvés au début des années 1980 à être le fer de lance de l'implantation du néolibéralisme. Sur le plan international, on soutient l'interventionnisme militaire dans le cadre d'une vision du monde divisé en civilisations considérées comme irréciliables. Les conservateurs occidentaux interpellent aussi la classe moyenne et les travailleurs, qu'ils prétendent protéger des improductifs qui sont responsables de l'augmentation de leurs impôts et qui menacent leurs acquis (bureaucrates, syndicats, assistés sociaux, immigrants, féministes, etc.).

Le défi de la gauche face au conservatisme est de savoir mener une critique féministe et internationaliste des institutions valorisées par les conservateurs telles la famille, la religion et la nation. Les femmes et les personnes issues des minorités

constituent d'ailleurs les premières victimes des conservateurs. Au Québec, la question nationale se pose avec une acuité particulière. Après une longue domination des élites conservatrices et du pouvoir britannique, la Révolution tranquille a permis de créer une alliance entre la petite bourgeoisie francophone et le mouvement ouvrier pour la modernisation de l'État québécois. Le sens progressiste qu'a pris alors la question nationale a été brisé par le virage néolibéral du Parti québécois (PQ), puis par le virage xénophobe de l'Action démocratique du Québec (ADQ), du PQ, puis de la Coalition avenir Québec (CAQ). Un projet indépendantiste de nation inclusive et solidaire devient ainsi nécessaire pour l'opposer au projet réactionnaire de nationalisme ethnique canadien-français craintif de l'immigration.

Le populisme

Le concept de populisme a désigné historiquement des réalités fort différentes qui ont été associées à la droite, mais aussi à la gauche. Ce sont d'abord des partis agrariens¹ comme le mouvement Narodniki en Russie et le *People's Party* des États-Unis. Le crédit social, qui a été important dans l'ouest du Canada, puis au Québec, s'inscrit dans ce courant. Le populisme a aussi désigné un courant politique latino-américain incluant le péronisme en Argentine et le régime de Vargas au Brésil. Notons que la notion de peuple est fortement polysémique. Le peuple sera associé aux individus-citoyens et aux consommateurs par les libéraux, à une nation ou une ethnie par les conservateurs et aux classes populaires ou aux 99 % par la gauche. La définition retenue par les populistes dépendra de leur orientation à gauche ou à droite.

Le concept de populisme peut être actuellement défini à partir de ses caractéristiques : un chef qui parle au nom du peuple, tenant un discours démagogique, pour dénoncer une élite et les institutions. Être *le chef qui parle au nom du peuple*, c'est le contraire d'être le porte-parole d'un mouvement démocratique. C'est parler au nom de la majorité silencieuse, qui doit rester silencieuse pour que le chef puisse parler à sa place, et qui doit se mettre en action sur l'initiative de ce chef. *Tenir un discours démagogique*, c'est reprendre les préjugés populaires et les présenter comme le « gros bon sens », au détriment des faits vérifiés et de la science. Notons que les algorithmes des médias sociaux et les commentateurs des médias populaires construisent l'auditoire populiste. *Dénoncer une élite et les institutions*, réelles ou inventées, c'est personnaliser ses ennemis et trouver des boucs émissaires au détriment d'une analyse socio-politique rigoureuse de la société. Trump en est la quintessence.

Le populisme de droite tente de défendre les intérêts de l'élite économique en réinventant une élite à pourfendre et des boucs émissaires à persécuter. En Amérique du Nord, le courant majoritaire du populisme de droite reprend les lignes de masse du

1 Qui protègent les intérêts des propriétaires fonciers.

conservatisme et du néolibéralisme. Il se présente comme porte-parole de l'homme blanc de banlieue ou de région opposé à l'élite culturelle des grandes villes. Il se pose aussi comme défenseur du peuple par un discours nationaliste, et tente d'enfermer les libéraux et les socialistes dans une défense des minorités et de les exclure du débat socioéconomique.

Il est important pour la gauche de se distinguer d'une interprétation libérale qui considère comme populiste tout ce qui est contre le discours dominant néolibéral, tout ce qui est exprimé en langage populaire ou tout ce qui est populaire. Au contraire, la gauche se doit d'être contre le discours dominant, d'utiliser le langage populaire et de générer l'adhésion la plus massive possible. Il est possible de s'appuyer sur les éléments de conscience de classe déjà présents ; ainsi la majorité est bien consciente que l'économie est contrôlée par une minorité de millionnaires qui n'ont pas les mêmes intérêts. Si, d'un côté, il est nécessaire de se confronter aux populistes de droite sur les questions féministes, écologistes et antiracistes, d'un autre côté, c'est par un discours et une pratique de classe qui visent les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière que l'on peut convaincre leur base sociale. Enfin, s'il faut établir la jonction entre le mouvement ouvrier et populaire et les intellectuel.le.s de gauche, il faut se dissocier du snobisme des petites bourgeoises et petits bourgeois intellectuels et culturels urbains qui méprisent les classes populaires en soi : le classisme doit être dénoncé comme le racisme et le sexisme.

À l'opposé de celles des populistes, les orientations de la gauche, synthétisées dans le cadre de débats démocratiques, doivent s'appuyer sur la recherche des faits et sur les résultats de la science, mais aussi sur l'expertise terrain des travailleuses et des travailleurs. Les mouvements sociaux et la gauche politique doivent favoriser le pouvoir des assemblées générales, la représentativité (sexe, « race » et classe) de co-porte-paroles révocables avec des mandats clairs ainsi que la transparence de l'information. Plus globalement, la *démocratie participative*, alliant démocratie directe à la base et démocratie représentative à une échelle plus grande, est un principe à mettre en œuvre, y compris dans l'État et les entreprises. À l'inverse, des mouvements centrés sur une personne (Mélenchon en France, Dominique Champagne avec le Pacte pour la transition, Chavez, etc.) limitent le contrôle démocratique et l'implication organisée du peuple dans la lutte.

Droite et extrême droite

Désigner un groupe ou un discours comme fasciste ou nazi ne peut être fait à la légère. L'extrême droite combine violence physique, racisme, appel à la dictature, haine de la gauche, démagogie contre l'élite financière et appel à l'amélioration de la condition des travailleuses et des travailleurs « nationaux ». Certaines conditions doivent être réunies pour mettre en place un mouvement authentiquement fasciste :

une crise profonde du capitalisme, la création d'une organisation violente par la petite bourgeoisie en faillite, le ralliement d'une partie de la classe ouvrière et enfin le soutien d'une fraction de la grande bourgeoisie, effrayée par un danger révolutionnaire socialiste. Ces conditions ne sont pas réunies actuellement.

La démagogie fasciste contre le système financier ou « mondialiste » se distingue de la position de la gauche, car elle ne remet en question ni les rapports capitalistes, ni la propriété privée des moyens de production, ni le pouvoir des patrons dans les entreprises. En 1930, comme aujourd'hui, l'extrême droite se nourrit de la diffusion de thèses conspirationnistes (complot judéo-maçonnique ou islamogauchiste) qui canalisent le rejet des élites vers un discours pouvant même inclure des éléments paranormaux (les Illuminati, les reptiliens, etc.).

Il existe actuellement en Occident tout un spectre de groupes en croissance qui ont des caractéristiques nationales-socialistes. Présents sur les médias sociaux, mais aussi dans la rue, ils se construisent principalement en opposition à l'immigration, mais aussi contre l'élite, la gauche et le libéralisme. À côté de groupes ouvertement fascistes, on constate la présence de groupes ainsi que d'un parti national-populiste xénophobe qui légitimiste le discours d'extrême droite².

Face à la montée de l'extrême droite, plusieurs fronts peuvent se combiner :

- un front large de défense des droits démocratiques (front républicain), des libéraux jusqu'à l'extrême gauche, pour établir un cordon sanitaire et rendre inacceptable la présence de l'extrême droite ;
- un mouvement ouvrier combatif et enraciné pour canaliser la soif de justice vers les enjeux sociaux, entre autres dans une perspective antiraciste ;
- un travail contre les fausses nouvelles et pour une analyse des contradictions du capitalisme qui ne soit pas fondée sur des complots ;
- et enfin, une section du mouvement antiraciste et antifasciste qui se concentre sur la bataille contre l'extrême droite sans nuire à la construction d'un front plus large.

Construire la gauche pour combattre la droite

La montée des droites s'inscrit dans une période politique de crise des gauches historiques, du virage à droite de la social-démocratie occidentale jusqu'à la crise du populisme de gauche latino-américain. La droite populiste, conservatrice ou radicale en profite alors pour canaliser les aspirations populaires, entre autres dans un

2 Pour une description québécoise de l'évolution de ces mouvements, voir, dans ce numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme*, le texte « Entre national-populisme et néofascisme. État des lieux de l'extrême droite au Québec en 2019 » rédigé par le collectif Montréal Antifasciste.

nationalisme de droite et dans la glorification d'une certaine culture populaire, tout en défendant les intérêts de l'élite économique. Elle cherche à polariser la société en s'opposant aux libéraux qui, de leur côté, dénoncent certains de ses excès (sur des enjeux de racisme, de sexisme, etc.) tout en partageant la même vision néolibérale. La construction d'une gauche mobilisant les classes populaires sur les enjeux socio-économiques et écologiques dans une perspective de lutte de classe devient une clé pour déconstruire cette stratégie de la droite. Au Québec, la présence des mouvements sociaux et de Québec solidaire offre des assises pour s'organiser dans cette perspective.

Construire cette gauche implique par contre d'aller plus loin et de s'investir selon plusieurs axes d'intervention : poursuivre une opposition au néolibéralisme qui s'inscrit dans une remise en question du capitalisme, viser la démocratisation de l'État et de l'économie, doublée d'une critique du parlementarisme libéral et de ses dérives autoritaires, combattre le racisme et le sexisme en dépassant la bataille contre les préjugés et en brisant les structures institutionnelles qui les reproduisent.